

Schyns : « Éviter que certains marcheurs pour le climat soient interdits d'examens »

Si les manif continuent jusqu'en mai, certains risquent de dépasser 20 demi-jours d'absence injustifiée

Le jeudi, c'est manif pour le climat. La ministre cdH de l'Éducation est heureuse de voir des jeunes qui savent se mobiliser pour de grandes causes, loin de l'apathie que d'aucuns leur reprochent... Mais Marie-Martine Schyns trouve ennuyeux que ce soit toujours les mêmes cours qui trinquent et comme les absences restent injustifiées, cela pourrait poser problème pour les examens de certains élèves si le mouvement se poursuivait jusqu'en mai. « Il faudrait alors trouver une solution, car ce serait absurde de les voir empêchés de passer leurs examens pour cette raison », dit-elle.

ENTRETIEN
Marie-Martine Schyns
Ministre de l'Éducation

↳ On a vécu un huitième jeudi des jeunes pour le climat. Cela ne commence pas à agacer la ministre de l'Éducation ?

L'école doit être en phase avec cette problématique et avec la mobilisation. Elle doit préparer des jeunes à devenir des citoyens responsables et là, on les voit mobilisés, actifs, engagés, loin de l'image désintéressée et apathique qu'on leur prête parfois. La mission est donc remplie.

↳ Cela ne vous dérange donc pas : ils peuvent continuer ? Ils vont sans doute continuer, mais je leur demande aussi d'être

des élèves responsables par rapport à leur parcours scolaire. À eux de le gérer intelligemment pour éviter un impact sur leur apprentissage. Ces absences ne peuvent être considérées comme justifiées...

« Je demande à ces élèves d'être aussi responsables par rapport à leur parcours scolaire »

↳ Sinon, l'école pourrait être tenue pour responsable ?

Exactement. Elle pourrait être tenue pour responsable de ce qui se passe alors que l'élève n'est pas dans l'école. Les chefs d'établissement et les pouvoirs organisateurs ne vont pas entrer là-dedans. Cela ne peut pas être une absence justifiée...

↳ Ce qui signifie qu'au-delà de 20 demi-jours d'absence injustifiée, l'élève risque de gros problèmes, non ?

Si le mouvement continue jusqu'en mai et que certains atteignent 20 demi-jours d'absence, ce qui serait alors possible, cela pourrait poser problème en effet. Il serait quand même absurde de voir des élèves interdits d'examen pour cette raison-là. Si cela se prolonge, on prendra les

mesures nécessaires... Mais uniquement pour les cas liés aux manifestations pour le climat.

↳ Vous nous confirmez donc qu'aucun élève ne ratera ses examens pour cette raison-là ?

Si certains sont concernés, je prendrai des mesures en temps utile. Maintenant, c'est ennuyeux, avec ces manifestations du jeudi, que ce soient toujours les mêmes cours qui trinquent. Par rapport aux évaluations, cela pose question...

« Si certains élèves sont concernés, je prendrai des mesures en temps utile »

↳ D'où le système de rotation que vous aviez proposé et qui a été assez mal reçu : des élèves vous ont accusé de vouloir éteindre le mouvement...

Ce système fonctionne. C'était une suggestion faite avec les

chefs d'établissement et les pouvoirs organisateurs. Pour que tout le monde participe. Je leur demandais en fait de s'organiser en fonction de la réalité de chaque école. Il y a des directeurs qui ont pris l'initiative de voir tous les élèves, classe par classe, année par année, sur le temps de midi, le jeudi, pour les sensibiliser à ce que les élèves peuvent faire pour l'école dans le cadre de la consommation durable. Cela a surpris positivement les élèves...

↳ Y a-t-il des endroits où cela s'est mal passé ? Avec certains directeurs ? Avec les parents ?

Nous n'avons pas vraiment eu de remontées du terrain, cela signifie que ça se passe bien. J'ai eu un écho d'une association de parents qui n'a pas voulu encourager ou décourager le choix des élèves, ce qui est ma position et celle des

pouvoirs organisateurs. J'ai eu un seul écho d'un élève qui n'a pas pu représenter une évaluation car il était absent à cause d'une marche sur le climat. ●

INTERVIEW > DIDIER SWYSEN

Le processus politique bien plus lent que les souhaits des jeunes

Mercredi, la ministre Schyns organisait, à Namur, un débat entre 300 jeunes et les responsables des principaux partis. Un exercice qui, à en croire certains témoignages, a déçu les jeunes, peu convaincus par les réponses des politiques. « J'ai eu des échos en sens divers », admet la ministre de l'Éducation. « Avec leur fougue et leur enthousiasme, peut-être qu'ils s'attendaient à des engagements plus formels. Mais c'est intéressant qu'ils comprennent que ce n'est pas si simple. Il a fallu trois ans pour implémenter l'interdiction des sacs en plastique. Les partis ont en tout cas montré qu'ils étaient

impliqués dans ce débat. » M^{me} Schyns se dit contente d'avoir organisé ce rendez-vous, « cette rencontre entre deux mondes. Beaucoup de politiques sont restés plus longtemps que le timing le prévoyait, cela a été apprécié. Ce n'était qu'une étape. Les jeunes vont continuer à se mobiliser et à développer leur esprit critique. Je les encourage dans ce sens-là. »

PLUS DE 120 QUESTIONS

Quelles sont les principales préoccupations des élèves lorsqu'ils abordent les thèmes climatiques ? Plus de 120 questions, jugées prioritaires, ont été recen-

sées. « Les jeunes sont très concrets : ils veulent d'abord connaître les mesures budgétaires, fiscales et financières que peuvent prendre les politiques : est-il envisageable de donner plus de moyens financiers pour favoriser les énergies vertes ? Quel type de fiscalité à l'égard des entreprises polluantes, etc. Ensuite », reprend la ministre, « viennent les questions sur le soutien aux transports en commun et la limitation du transport polluant. Troisième centre d'intérêt : comment favoriser les circuits courts, les artisans, la consommation locale... » ●

D.S.W.

Enseignement qualifiant/professionnel

Trois nouvelles options en septembre

À la rentrée de septembre prochain, trois nouvelles formations seront proposées dans nos écoles : technicien en logistique, artisan boucher et artisan boulanger. « Une grande première car nous répondons rapidement aux besoins du terrain », annonce la ministre. « Les fédérations professionnelles nous ont dit avoir des difficultés à recruter certains profils. Grâce à la certification par unités, votée l'an dernier, on a pu réagir très vite : ces formations naîtront en septembre. » Dans le deal, la fourniture de places de stage. « C'est garanti par le secteur et c'est parfois ce qui nous manque aujourd'hui. Les artisans boulangers et bouchers sont des fonctions critiques ou en

pénurie à Bruxelles et en Wallonie. Ce sont aussi des métiers qui rencontrent plus de contraintes qu'avant, avec la traçabilité, par exemple : des commerces dont la reprise exige beaucoup de compétences », insiste la ministre. « Personnellement, je pense que cela répond à la demande des citoyens de trouver près de chez eux des artisans qui fournissent un travail de qualité. C'est en plein dans la démarche que les jeunes défendent en marchant pour le climat, pour des circuits courts, etc. Je suis sûre que ces options auront un avenir. »

L'enseignement qualifiant occupe une place importante dans le Pacte pour un enseignement d'excellence. L'allongement d'un

tronc commun plus polytechnique doit permettre aux jeunes de ne plus choisir une filière qualifiante/professionnelle par défaut. Mais ne serait-il pas plus efficace de confier la gestion de cette filière aux Régions ? « Au

Artisan-boulangers et bouchers, des options qui ont un bel avenir

contraire, ce serait totalement inefficace », réagit-elle. « Si les régionalistes disent qu'il faut commencer par régionaliser le qualifiant,

c'est qu'ils n'ont rien compris à la structuration de nos écoles. Vaut-on les scinder en deux ? »

« AUCUN TABOU »

« Mais je suis à cent pour cent favorable à jeter davantage de ponts entre écoles et entreprises. Il faut améliorer le modèle, au niveau de l'enseignement en alternance, par exemple. Il faut laisser le temps à l'Observatoire du qualifiant, qui vient d'être mis en place, de travailler. Je n'ai aucun tabou, par rapport à des formations manquantes dans des bassins scolaires, liées à des métiers en pénurie. Ou, au contraire, pour freiner de nouvelles options non porteuses d'emploi. »

D.S.W.

Où sera-t-elle dans six mois ?

« Redevenir ministre ? Oui, si c'est possible »

Marie-Martine Schyns pourrait-elle rempiler à l'éducation après les élections ?... Si le cdH est toujours dans la majorité à la Fédération Wallonie-Bruxelles, cela va de soi. « J'ai eu cette chance de prendre le pacte en marche et de commencer à le mettre en œuvre au cours de ces trois années où j'ai été ministre (elle a

remplacé Joëlle Milquet en 2016, NdIR). Pour des questions de cohérence, je pourrais accepter de redevenir ministre, mais je ne me projette pas. Cela dépendra des électeurs et des négociations post-électorales. Tout ce que je sais, c'est que je serai la tête de liste du cdH à la Région dans l'arrondissement de Ver-

viers et donc, si tout se passe bien, que je serai à nouveau députée au Parlement wallon et au parlement francophone dans quelques mois. Pour le reste... »

D.S.W.

M^{me} Schyns n'est pas inquiète : le Pacte est sur les rails « pour toujours »

« Aucun ministre ne s'opposera au Pacte »

↳ **Considérez-vous que le Pacte d'excellence est définitivement sur les rails ?** Je pense qu'il l'est depuis le

Les enseignants ne seront pas jugés sur le résultat de leurs élèves

début, mais le wagon que l'on vient d'accrocher, pour reprendre votre image, et qui est le décret sur l'autonomisation du réseau scolaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles (dont

la ministre était jusqu'ici le pouvoir organisateur, NdIR) est une étape importante.

↳ **Cela concerne le pilotage des écoles. On entend parfois dire que c'est un moyen de mettre direction et enseignants sous pression...**

Les écoles qui sont déjà dans ce processus sont plutôt contentes. Les enseignants sont satisfaits de pouvoir mettre les choses à plat et de participer à une réflexion sur les points forts et les points faibles de leur école. Des choses que l'on ne prenait jusqu'ici pas tou-

jours le temps de faire. Mais cela dépend surtout de la

dynamique mise en place dans les écoles (...). Il faut bien comprendre que l'on ne va pas tenir l'enseignant responsable du résultat de ses élèves. On verra ce que l'école et les enseignants ont mis en place pour eux. Mais on se rend compte que beaucoup de choses peuvent leur être proposées et que parfois, ça ne marche pas.

↳ **D'autres wagons à accrocher d'ici aux élections ?**

Il reste des décrets à faire adopter. Sur l'organisation du travail (les pratiques collaboratives entre enseignants, les heures supplémentaires sur base volontaire...). Sur la

contractualisation (à propos des missions et des moyens de soutien dans les plans de pilotage). Sur la gouvernance numérique. Et sur le code dans lequel on a refondu tout l'enseignement obligatoire (tout ce qui existe déjà dans l'enseignement obligatoire, ce qui s'impose aux élèves et toutes les nouveautés).

↳ **L'allongement du tronc commun, c'est aussi un wagon bien accroché ? Il ne sera plus possible de faire**

marche arrière ?

Oui, on démarre à la rentrée de septembre 2020, en maternelles. Il y aura des évaluations

annuelles. On tiendra compte de l'évolution des résultats des élèves aux évaluations externes non certificatives, de l'effectivité et l'efficacité des dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé, de la mise en place de l'éducation culturelle et artistique (arts de la parole et de la scène, musique et arts plastiques), ainsi que de la formation technique et numérique, de l'orientation des élèves après le tronc commun, etc. S'il faut des ajustements, on les fera.

↳ **Il n'y a plus moyen de faire marche arrière, vous êtes sûre ? Sur l'allongement du tronc commun, le MR**

continue à le promettre...

La feuille de route est là, les acteurs y tiennent et c'est ce qui me fait dire que le Pacte va tenir. Le statu quo n'était de toute façon plus possible. Franchement, je ne vois pas quel ministre va s'opposer au Pacte ! Des ajustements seront possibles, mais il faudra les discuter avec le comité de concertation. Ce sont vingt personnes qui seront toujours là après les élections et qui seront au taquet (...). On a dit que l'on n'a pas consulté les

On a consulté beaucoup plus

d'enseignants que pour

n'importe quelle autre réforme

enseignants. On n'a pas demandé leur avis aux 110.000 que comptent nos écoles, c'est vrai, mais dix pour cent d'entre eux se sont retrouvés dans des groupes de travail, c'est déjà beaucoup plus que pour n'importe quelle autre réforme. »

D.S.W.

Sept semaines de cours suivies de deux de vacances

Changer les rythmes scolaires : au prochain ministre de décider

À l'automne dernier, la Fondation Roi Baudouin a remis à la ministre une étude sur la faisabilité d'un changement des rythmes scolaires : une alternance de sept semaines de cours et de deux de congés. Où en est-on aujourd'hui ? « Le prochain ministre prendra la décision... Ou pas. Je lui laisserai toutes les clés », affirme M^{me} Schyns. « L'étude de la Fon-

dation a identifié des freins. J'ai rencontré les acteurs pour voir le degré d'acceptation de la réforme et les obstacles redoutés. À la Ligue des Familles, le degré d'acceptation est élevé, mais il y a des craintes, à Bruxelles, pour les familles qui ont des enfants dans l'enseignement francophone et dans le néerlandophone. La Ligue souhaite un délai de deux ans

et maintenir le même nombre de jours d'école et de congé qu'aujourd'hui. Deux points que j'avais déjà soulevés. » Même enthousiasme parmi les mouvements de jeunesse que la ministre a vus cette semaine. « Leur crainte est liée à la disponibilité des endroits pour installer des camps de vacances. C'est déjà tendu au-

jourd'hui. Alors, si l'année scolaire se termine le 5 juillet... » La ministre a demandé des analyses à ses services (Impact budgétaire s'il faut engager des temporaires les mois d'été, im-

pact sur les traitements des enseignants si l'année se termine un vendredi et débute un lundi, etc.). « Quant au changement des rythmes scolaires au quotidien, on voulait demander une nouvelle étude à la Fondation, mais c'était impossible pour elle à ce moment-ci. Elle nous a proposé d'en reparler en septembre... »

D.S.W.

Nos « miss climat » sont aussi de bonnes élèves

Voici comment elles s'organisent hors manif'

Anuna De Wever « Mes profs me soutiennent »

Anuna De Wever est la figure marquante des jeunes manifestants pour le climat en Belgique. Nous avons pu la joindre, hier, malgré son emploi du temps.

▷ **Anuna, vous êtes à quelle école ?**

Je suis en sixième année secondaire à l'athénée royal de Mortsel, près d'Anvers.

▷ **Combien de leçons ratez-vous les jeudis depuis le**

début des manifestations ?

Huit. Le jeudi, j'ai cours de biologie, de gymnastique, de psychologie, de mathématiques, de néerlandais et de société.

▷ **Quelle est la réaction de vos professeurs ?**

Ils me soutiennent et trouvent

que ce que je fais est très bien.

Ils estiment que c'est bien que quelqu'un prenne des initia-

tives.

▷ **Vous êtes une bonne élève ?**

Oui, plutôt. Mes points se situent autour des 70 %-80 %.

▷ **Vous voulez faire quoi comme études ?**

Je veux faire du droit ou des études sociales

▷ **Vous avez des retenues ?**

Je dois parfois rester le mercredi après-midi.

▷ **La ministre francophone de l'Enseignement aimerait que les grèves ne soient pas tous les jeudis mais parfois un autre jour, afin de ne pas rater toujours les mêmes cours...**

Je pense que c'est très difficile sur le plan organisationnel mais c'est intéressant comme réflexion. On va y réfléchir...

PIERRE NIZET

Adélaïde Charlier « Je n'échappe à aucune interro ! »

À 18 ans, la Namuroise Adélaïde Charlier est devenue un visage emblématique de la lutte des jeunes pour le climat. La jeune fille est en rhéto au Collège Notre Dame de La Paix, à Erpent. Elle en est heureuse, elle est entièrement soutenue par sa direction. Ainsi, elle a

pu manquer quelques jours d'école pour rencontrer des figures politiques dont le président français Emmanuel Macron par exemple. Mais elle en est consciente : « Je pense avoir actuellement 4 à 5 jours d'absences injustifiées », nous dit-elle. Certes, pas de péril en la demeure mais la jeune fille

rame tout de même pour rattraper les cours, étudier en soirée : « Je n'échappe à aucune interro ! ». Motivée, studieuse, elle espère réussir son année

en juin : « J'ai envie ensuite d'entamer des études en sciences politiques ou en relations internationales à

Bruxelles, mon choix n'est pas encore fait. Terminons d'abord l'année ».

ELLE MANIF' CE JEUDI

Congé scolaire cette semaine, un jeudi de repos ? « Non, une manifestation est prévue à Louvain-la-Neuve, nous invitons vraiment les écoles supérieures

à nous rejoindre. Et oui, il y aura, vu les vacances scolaires, certainement moins d'étudiants du secondaire. Mais j'espère tout de même une forte mobilisation. Et moi, oui, je serai de la partie », nous dit-elle avec l'enthousiasme qu'on lui connaît ».

M.SP.

Youna Marelle « Ça devient de la désobéissance civile »

À 17 ans, Youna Marelle est devenue la figure bruxelloise des marches pour le climat. Les cours du jeudi, elle en a sauté quelques-uns. « Mes parents comprennent. Ils me laissent aller manifester mais ils me demandent juste de rattraper les cours après et de ne pas me mettre en retard pour ça », confiait-elle le jeudi 21 février au micro de la radio France Inter.

Avec Piero Armand et Lea Dechambre, Youna Marelle a lancé la page Facebook « Génération Climat », un médium pour motiver la jeunesse à réclamer chaque semaine « une lutte ambitieuse et juste contre le réchauffement climatique. »

Pour ce trio, l'école buissonnière est loin d'être anodine. Au contraire, c'est un élément cen-

tral de leur discours. Il ne s'agit pas uniquement de marcher pour le climat mais bien de sauter les cours afin que la marche prenne « une symbolique que ça n'aurait pas le dimanche », expliquait la cheffe de file du mouvement écologique au journal Le Vif/L'Express. « Ça devient de la désobéissance civile. On fait quelque chose qui les dérange et on nous porte plus d'attention.

Notre message est plus entendu. (...) On dérègle le système, on reprend les cartes du jeu en mains et on fait parler de nous. » Et la reprise des cours, c'est pour bientôt ? Non. « Tous les jeudis, et ce jusqu'aux élections, nous ferons grève », proclament les porte-parole de Génération Climat.

GDS